

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1981)
Heft: 575

Artikel: Voisinage : faut-il brûler Zurich?
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1011889>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Faut-il brûler Zurich?

Faut-il brûler Zurich? La question à ne pas poser. Mais qui comprend ce qui se passe dans la plus grande ville de Suisse? Qui prend assez au sérieux le mouvement des «jeunes» pour réfléchir à ses implications au-delà de la répression pure et simple ou du je-m'en-foutisme individuel? On a assez dit que la confrontation systématique voulue par des minorités est révélatrice d'un désarroi profond qui n'a pas son pareil ailleurs dans notre pays. De l'autre côté, derrière les casques, les matraques et les gaz lacrymogènes, le désarroi et la peur de l'avenir sont probablement aussi intenses; mais là, on a les moyens de camoufler ses doutes sous des appels à l'ordre et à la discipline, garants du «statu quo», pour ne pas dire du retour aux vraies valeurs de la loi du plus fort.

Restent les vitrines couvertes de planches qu'il est bien inutile de faire disparaître entre deux affrontements dans la rue. Et cette prolifération d'imprécations en tous genres, d'anathèmes définitifs: voyez le Parti radical qui couvre d'injures, par voie de presse et sous la forme d'annonces payantes, les socialistes, sources de tous les maux, dans leur façon maladroite de tendre la main aux hors-la-loi. Une droite de plus en plus sûre de son bon droit, mais qui a renoncé — impuissance et arrogance — à rechercher le dialogue avec les «autres». En fait, de la droite à la gauche, les événements ont disqualifié les partis politiques: ni courroies de transmission, ni porteurs d'imaginaires nouvelles, les voilà réduits à leur plus simple expression de réservoirs d'hommes ou de femmes destinés à occuper des «postes de responsabilité».

Zurich face au reste de la Suisse. La désintégration n'a pas encore fait tache d'huile. Mais sera-ce pour demain ou après-demain? On savait qu'une sorte d'inflation économique et financière descendait des bords de la Limmat sur tout le reste du pays (cherchez un appartement à Zurich et vous com-

prendrez ce qu'est le coût de la vie dans une riche métropole); faut-il s'attendre à une autre vague d'inflation, politique et sociale celle-là, durcissant toutes les confrontations, raidissant tous les fronts, figeant tous les rapports de forces (la très grande majorité des plaintes contre la SSR ont été lancées dans la région zurichoise, par exemple)? En Suisse romande, les «libéraux», sur la voie tracée par les groupements patronaux, ont déjà pris ce train-là.

Et pendant ce temps, les autorités zurichoises continuent de féliciter publiquement les nouveaux époux, souhaitent beaucoup de bonheur aux nouveau-nés dans des formules patinées par l'usage, présentent leurs condoléances aux familles des disparus au bas des annonces de l'état civil publiées dans la feuille officielle «Tagblatt der Stadt Zurich». Les sociétés culturelles invitent la population à retirer les «Neujahrsblätter» en apportant leur obole, avec en prime un coup d'apéro, offert selon la tradition du 2 janvier. Et les tracts du «mouvement» dressent le calendrier des mille et une occasions de combats de rue,

Un Schauspielhaus comble, tout le gotha pour fêter Dürrenmatt ce dernier samedi après-midi à Zurich. Quelques poignées de «manifestants» à l'entrée distribuent des tracts. Pour parer à toute éventualité, la police est là en nombre impressionnant, en uniforme et en civil, guettant les fauteurs de trouble. Tout ce beau monde montre patte blanche à l'entrée, discours, morceaux choisis, représentation de «Romulus le Grand», rien ne vient troubler l'ordonnance de la cérémonie. A l'entracte, quelques dames souffrant de la chaleur font mine de sortir s'aérer. Impossible, sécurité oblige, les portes resteront fermées. Blockhaus de la culture. Et ce Securitas à des invités qui scrutent les quelques manifestants qui sont encore là, dehors: «Ne les regardez pas, vous allez les énerver!»

l'anniversaire de «papi Dürrenmatt», la double séance du législatif de la ville, mercredi 14 janvier à 17 heures et 20 heures, la réunion des officiers zuri-

chois un de ces prochains jeudis, avec exposé de Peter Sager, et les innombrables procès qui s'annoncent...

Faut-il brûler Zurich? Personne ne pose la question, bien sûr. Mais dans ce déraillement, la Suisse entière a-t-elle une responsabilité? On s'était habitué, autant dans les conseils d'administration que dans les cénacles politiques, à laisser Zurich décider; devons-nous décider pour Zurich?

ZÉRO DE CONDUITE

Les régimes racistes n'ont qu'à bien se tenir

Un code de conduite de plus. Un «groupe de dialogue Eglises-Entreprises», auxquels participaient divers évêques, pasteurs et responsables suisses de l'économie, vient donc de publier des «Lignes de conduite pour des activités économiques dans le domaine international».

En quatre chapitres et une vingtaine d'articles, le sujet est cerné avec toute la suavité et la dignité voulues. Pour l'édification de nos lecteurs, nous nous bornerons à rapporter la dernière disposition traitant — ô horreur — des «rapports économiques avec les pays ayant des systèmes totalitaires et racistes».

Où les rédacteurs laissent pointer le début de l'amorce de quelque chose qui ressemblerait à de la mauvaise humeur. Dans les formes, cela va de soi. Nous citons donc: «S'il s'avère que les relations économiques apportent moralement un soutien ou favorisent directement des manquements graves et répétés au respect des valeurs humaines et fondamentales, et si ces manquements apparaissent plus importants que l'intérêt porté à ces relations économiques, celles-ci seront modifiées ou rompues.» Le «groupe de dialogue» a-t-il prévu de pousser l'audace jusqu'à articuler le nom de quelques Etats en point de mire? Nous ne le savons pas. L'Afrique du Sud, dites-vous? Oui. Peut-être. Mais que pèse l'apartheid face à «l'intérêt de nos relations» avec Prétoria? That is the question.